

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ II

SECRETARIAT GÉNÉRAL

**DIRECTION DES INFRASTRUCTURES DE LA
PLANIFICATION ET DU DÉVELOPPEMENT**



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE II

GENERAL SECRETARIAT

**DEPARTMENT OF INFRASTRUCTURE
PLANNING AND DEVELOPMENT**

ADDITIF N°01

N°..... /A/UYII/SG/DIPD/DIEM/Tdr DU 14 OCTOBRE 2026

**PORTANT MODIFICATION DE L'AVIS ET DU RPAO DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN
PROCÉDURE D'URGENCE N°107/AONO/UYII/CIPM/2026 DU 18 SEPTEMBRE 2026 POUR LES TRAVAUX
D'EXTENSION DU CENTRE MÉDICO-SOCIAL DE L'UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ II PHASE II**

Le Recteur de l'Université de Yaoundé II informe les soumissionnaires des modifications ci-après apportées à l'avis et au RPAO, grilles comprises.

1. Participation — AAO point 6 et RPAO articles 4 et 13.1

Au lieu de :

Admission du récépissé de demande de catégorisation sous les conditions de catégorisation provisoire, notamment après soixante (60) jours sans suite.

Lire :

Chaque soumissionnaire produit une copie certifiée conforme par le Ministre chargé des Marchés Publics ou son représentant dûment mandaté de l'attestation de catégorisation ou de la décision rendant publique sa classification dans le sous-secteur « Bâtiment et Équipements Collectifs », en Catégorie D ou supérieure.

Le récépissé de dépôt d'une demande n'est pas admis en remplacement de ces documents, conformément à la Lettre Circulaire n°006/LC/MINMAP/CAB du 05 février 2025 et au Communiqué n°0024/C/MINMAP/CAB/CT2 du 05 août 2025. La participation sur la seule base d'une demande, y compris après soixante (60) jours, est exclue.

2. Recevabilité et régularisation — AAO points 13 à 15, RPAO articles 25.1 et 29 et grille

Au lieu de :

Irrecevabilité de toute offre incomplète ou ne respectant pas les modèles du DAO ; délai administratif général de 48 heures ; critère de défaut de catégorisation sans rappel explicite de ce délai.

Lire :

Toute pièce administrative absente ou non conforme à l'ouverture, y compris l'attestation de catégorisation ou la décision publiant la classification, bénéficie d'un délai de quarante-huit (48) heures après l'ouverture des plis pour sa production ou son remplacement, en application de l'article 92 (9) du Code des marchés publics. À défaut de régularisation dans ce délai, l'offre est rejetée.

L'absence de la caution de soumission à l'ouverture entraîne le rejet immédiat. Une caution sans rapport avec le présent appel d'offres est considérée comme absente ; sa présentation pendant la séance d'ouverture est irrecevable. Les clauses de non-conformité au DAO s'appliquent sous réserve du délai de régularisation et des dispenses de justificatifs liées à la catégorisation.

3. Dispenses de justificatifs — RPAO article 13.1 et AAO point 15

Au lieu de :

Plan de localisation du siège, références et preuves des contrats/réceptions, diplômes, CV et attestations de disponibilité, justificatifs du matériel et chiffre d'affaires annuel de 50 000 000 FCFA exigés malgré les clauses de dispense.

Lire :

Conformément à l'article 37 de l'Arrêté n°166/A/MINMAP du 07 juin 2022, les soumissionnaires catégorisés sont dispensés des justificatifs du chiffre d'affaires, des références, des moyens techniques et logistiques propres minimaux, du personnel permanent et de la localisation des bureaux siège.

Le plan de localisation et les justificatifs correspondants ne sont plus à joindre à l'offre. Les rubriques b.1.2, b.1.3 et b.1.4 sont couvertes par la catégorisation requise ; les profils et moyens constituent des exigences d'exécution. L'attestation distincte de capacité financière de 35 150 000 FCFA, délivrée par une banque agréée de premier ordre, reste exigée.

4. Critères d'évaluation — AAO point 15, RPAO article 29 et grilles

Au lieu de :

Critère éliminatoire relatif au conducteur des travaux / chef de projet qualifié ; sept (07) critères essentiels et seuil de cinq (05) sur sept (07).

Lire :

Le critère éliminatoire relatif à la possession du personnel clé qualifié est supprimé. Les critères essentiels « Expérience du soumissionnaire », « Qualification et expérience du personnel », « Matériels à mobiliser » et « Chiffres d'affaires annuels », avec leurs sous-critères, sont supprimés de l'évaluation et des grilles.

L'évaluation binaire (Oui/Non) porte sur trois critères renumérotés : 1. Présentation de l'offre ; 2. Organisation et méthodologie ; 3. Preuves d'acceptation des conditions du marché. L'admission à l'analyse financière exige au moins deux (02) critères sur trois (03) et l'absence de critère éliminatoire. La satisfaction de moins de deux (02) critères sur trois (03) entraîne l'élimination.

Les seuils internes restent de 3 sous-critères sur 4 pour la présentation, 5 sur 7 pour l'organisation et la méthodologie, et 2 sur 2 pour l'acceptation des conditions du marché. La grille éliminatoire compte onze (11) critères renumérotés ; un constat « Oui » entraîne le rejet, après régularisation pour les pièces administratives sauf absence de caution à l'ouverture.

7. Copie de sauvegarde — RPAO article 21 et AAO point 12

Au lieu de :

Au RPAO : copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD.

Lire :

La copie de sauvegarde est enregistrée sur clé USB et transmise sous pli scellé portant l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », dans les délais et au lieu prévus par le DAO. La possibilité de remise sur CD/DVD est supprimée.

Ces modifications s'appliquent aux avis français et anglais, au RPAO et à ses grilles. Le reste sans changement.

Fait à SOA le 14 Octobre 2026

**LE RECTEUR
DE L'UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ II**

Ampliations :

- MINMAP
- ARMP
- Président CIPM-UYII
- Autres



RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

UNIVERSITÉ DE YAOUNDE II

SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION DES INFRASTRUCTURES DE LA
PLANIFICATION ET DU DÉVELOPPEMENT



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

THE UNIVERSITY OF YAOUNDE II

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF INFRASTRUCTURE
PLANNING AND DEVELOPMENT

AMENDMENT No. 01

No. /A/UYII/SG/DIPD/DIEM/Tdr OF 14 OCTOBER 2026

AMENDING THE NOTICE AND SPECIAL TENDER REGULATIONS OF NATIONAL OPEN TENDER No. 107/AONO/UYII/CIPM/2026 OF 18 SEPTEMBER 2026 UNDER EMERGENCY PROCEDURE FOR PHASE II EXTENSION WORKS OF THE MEDICO-SOCIAL CENTRE OF THE UNIVERSITY OF YAOUNDE II

The Vice-Chancellor of the University of Yaounde II informs bidders of the following amendments to the notice and Special Tender Regulations (RPAO), including the evaluation grids.

1. Eligibility — Notice point 6 and RPAO Articles 4 and 13.1

Instead of:

Acceptance of a categorization application receipt where provisional categorization conditions are met, including after sixty (60) days without a response.

Read:

Each bidder shall submit a certified true copy, issued by the Minister in charge of Public Contracts or his duly authorized representative, of the categorization certificate or the decision publishing its classification in the "Buildings and Community Facilities" sub-sector, in Category D or higher.

An application receipt is not accepted in place of these documents, pursuant to Circular Letter No. 006/LC/MINMAP/CAB of 5 February 2025 and Communiqué No. 0024/C/MINMAP/CAB/CT2 of 5 August 2025. Participation solely on the basis of an application, including after sixty (60) days, is excluded.

2. Admissibility and regularization — Notice points 13 to 15, RPAO Articles 25.1 and 29 and grid

Instead of:

Rejection of incomplete bids or bids failing to comply with the document templates; a general 48-hour administrative regularization period; a categorization criterion without explicit reference to this period.

Read:

Any missing or non-compliant administrative document, including the categorization certificate or classification decision, may be produced or replaced within forty-eight (48) hours after bid opening under Article 92 (9) of the Public Contracts Code. Failure to regularize it within this period entails rejection.

Absence of the bid security at opening entails immediate rejection. A security unrelated to this tender is deemed absent; submission during the opening session is inadmissible. Clauses on non-compliance with the tender documents apply subject to the regularization period and exemptions from supporting evidence linked to categorization.

3. Exemptions from supporting evidence — RPAO Article 13.1 and Notice point 15

Instead of:

Requirements for a registered-office location plan, references and contract/reception evidence, diplomas, CVs and availability statements, equipment evidence and annual turnover of CFAF 50,000,000, despite the exemption clauses.

Read:

Under Article 37 of Order No. 166/A/MINMAP of 7 June 2022, categorized bidders are exempt from evidence of turnover, references, minimum own technical and logistical resources, permanent staff and registered-office location.

The location plan and corresponding supporting evidence are no longer required in the bid. Items b.1.2, b.1.3 and b.1.4 are covered by the required categorization; profiles and resources remain execution requirements. The separate certificate of financial capacity of CFAF 35,150,000, issued by a first-rate approved bank, remains required.

4. Evaluation criteria — Notice point 15, RPAO Article 29 and grids

Instead of:

An elimination criterion concerning a qualified Works Supervisor / Project Manager; seven (07) essential criteria and a threshold of five (05) out of seven (07).

Read:

The elimination criterion concerning qualified key personnel is deleted. The essential criteria "Bidder's experience", "Personnel qualifications and experience", "Equipment to be mobilized" and "Annual turnover", together with their sub-criteria, are deleted from the evaluation and grids.

Binary evaluation (Yes/No) covers three renumbered criteria: 1. Presentation of the bid; 2. Organization and methodology; 3. Proof of acceptance of the contract conditions. Admission to financial analysis requires at least two (02) out of three (03) criteria and no elimination criterion found. Satisfaction of fewer than two (02) out of three (03) criteria entails elimination.

Internal thresholds remain: 3 out of 4 sub-criteria for presentation, 5 out of 7 for organization and methodology, and 2 out of 2 for acceptance of contract conditions. The elimination grid contains eleven (11) renumbered criteria; a "Yes" finding entails rejection after administrative regularization, except for absence of the bid security at opening.

5. Backup copy — RPAO Article 21 and Notice point 12

Instead of:

In the RPAO: a backup copy of the bid recorded on a USB drive or CD/DVD.

Read:

The backup copy shall be recorded on a USB drive and submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "backup copy", within the time limit and at the location specified in the tender documents. Submission on CD/DVD is deleted.

These amendments apply to the French and English notices, the RPAO and its grids. All other provisions remain unchanged.

Done in SOA on October 14, 2026

**THE VICE-CHANCELLOR
OF THE UNIVERSITY OF YAOUNDE II**

Copies to :

- MINMAP
- ARMP
- Chairperson, CIPM-UYII
- Others

